

Perspectives

N°24/022 – 24 janvier 2024

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE – La Banque mondiale prévoit une reprise modeste de la croissance pour 2024

Selon le rapport « Perspectives économiques mondiales » de la Banque mondiale publié cette semaine, la croissance économique en Afrique sub-saharienne devrait atteindre 3,8% en 2024, après le ralentissement connu en 2023 (2,9%), à mesure que les pressions inflationnistes s'estomperont et que les conditions financières s'assoupliront.

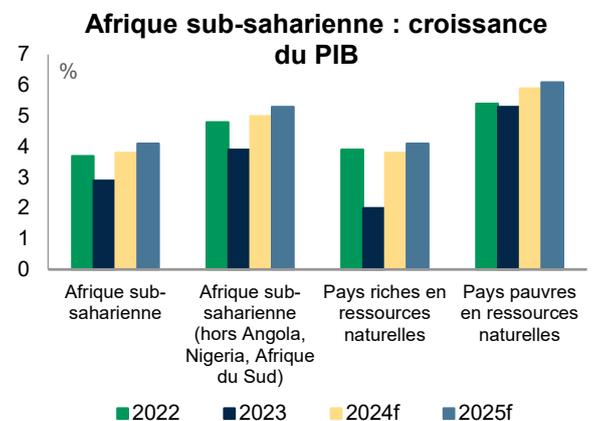
En effet, l'affaiblissement des pressions inflationnistes devrait permettre un assouplissement progressif des taux d'intérêt, participant à la relance de la consommation privée et de l'investissement au sein de la région.

Pour autant, la croissance des grandes économies d'Afrique sub-saharienne, à savoir l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Angola, devrait rester inférieure à la croissance régionale, portée principalement par les pays les moins pourvus en ressources naturelles. En moyenne, le revenu par habitant en Afrique sub-saharienne devrait tout juste augmenter de 1,2% en 2024.

Cependant, de nombreux risques pourraient peser négativement sur les perspectives de croissance des pays d'Afrique sub-saharienne cette année. Parmi eux, une aggravation de l'instabilité politique et des tensions géopolitiques, comme l'intensification du conflit au Moyen-Orient, des perturbations du commerce mondial ou encore une augmentation de la fréquence et de l'intensité des chocs climatiques.

En effet, le **conflit au Moyen-Orient** pourrait « aggraver l'insécurité alimentaire en Afrique sub-saharienne » signale la Banque mondiale. En cas de hausse durable des prix du pétrole, le conflit pourrait renchérir les coûts de production et de transport, perturber les chaînes d'approvisionnement et augmenter les prix des denrées alimentaires au sein de la région.

Dans le prolongement de cette réflexion, les perspectives économiques de la région cette année seront tributaires de l'évolution du **risque politique**. De nombreux pays, tels que la République démocratique du Congo (RDC), l'Éthiopie ou le Soudan, restent affectés par les conflits armés qui se sont déroulés sur leur sol en 2023. De même, les coups d'État – au Niger et au Gabon en 2023, au Burkina Faso en 2022 et au Tchad, en Guinée, au Mali en 2021 – ont entraîné un climat d'instabilité politique dans une grande partie de la région. Enfin, de nombreuses élections, cette année, seront décisives. En Afrique du Sud, le Congrès national africain (ANC), au pouvoir depuis l'avènement de la démocratie en 1994, pourrait perdre sa majorité. Au Mozambique, le Frelimo, parti au pouvoir, n'a pas encore choisi de candidat à la présidence tandis que le Sénégal et le Ghana auront, tous deux, un nouveau dirigeant cette année.



Sources : Banque mondiale, Crédit Agricole S.A.

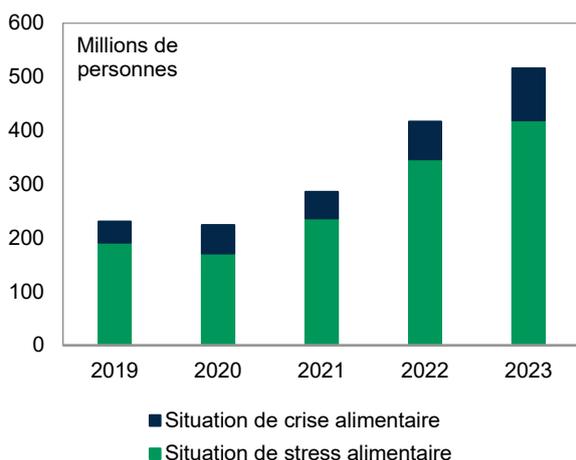
Autre sujet d'inquiétude : bien que les prix mondiaux de l'alimentation et de l'énergie aient reculé par rapport aux sommets atteints en 2022, des **perturbations du commerce** pourraient relancer l'inflation des prix à la consommation à la hausse, et en particulier des denrées alimentaires, dans l'ensemble de la région.

Ce constat pourrait également être le résultat de phénomènes météorologiques extrêmes, liés au **changement climatique** comme on a pu le constater dans la Corne de l'Afrique l'année précédente. L'agriculture de subsistance étant la principale source de revenus et d'emplois des ménages les plus pauvres d'Afrique sub-saharienne, une augmentation de la fréquence et de la gravité des sécheresses, des inondations et des cyclones tropicaux pourrait aggraver la pauvreté dans l'ensemble de la région.

À cet égard, une grave crise humanitaire sévit en Afrique sub-saharienne. En effet, sur les 20 pays où l'ONG International Rescue Committee (IRC) redoute une dégradation de la situation humanitaire en 2024, plus de la moitié d'entre eux sont des pays d'Afrique sub-saharienne (Mali, Niger, Burkina Faso, Mozambique, Nigeria, République centrafricaine, RDC, Soudan, Soudan du Sud, Éthiopie, Somalie).

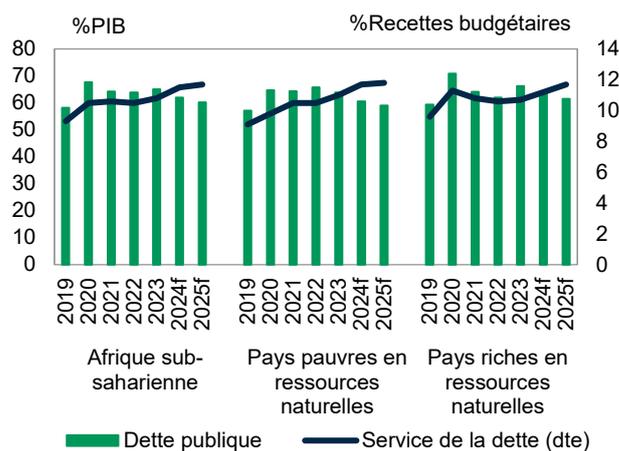
Enfin, les **besoins de financement extérieur** dans la région ont augmenté depuis le début de la pandémie, reflétant en partie la hausse des factures d'importation et des coûts du service de la dette. Par conséquent, les niveaux élevés de déficits des comptes courants dans de nombreuses économies de la région nécessiteront un suivi attentif en 2024.

Afrique sub-saharienne : crise humanitaire



Sources : Banque mondiale, Crédit Agricole S.A.

Afrique sub-saharienne : dette publique et service de la dette



Sources : FMI, Crédit Agricole S.A.

☑ Notre opinion – En 2023, l'Afrique sub-saharienne a été confrontée à de graves défis économiques qui ont ébranlé le développement du continent. Les fluctuations des prix mondiaux des matières premières, les chocs climatiques, le ralentissement de l'économie mondiale, l'instabilité politique ou encore la crise de la dette ont rendu de nombreux pays vulnérables aux chocs extérieurs. Pour ces raisons, les prévisions de la Banque mondiale pourraient faire l'objet de révisions selon l'évolution des risques nationaux mais aussi de la conjoncture mondiale. Alors que le monde est à mi-parcours de ce qui devait être une décennie décisive pour le développement, l'économie mondiale devrait enregistrer, en 2024, la plus faible croissance du PIB sur une demi-décennie depuis 30 ans. Ainsi, au-delà des enjeux propres aux pays d'Afrique sub-saharienne, les perspectives économiques de la région dépendront également des niveaux de resserrement monétaire, de ralentissement du commerce et de tensions géopolitiques à l'international.

Article publié le 19 janvier 2024 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
24/01/2024	Chine – Le dragon de bois viendra-t-il à bout de la déflation ?	Asie
23/01/2024	Espagne – Scénario 2024-2025 : une activité encore soutenue	Espagne
23/01/2024	France – Une inflation toujours élevée en 2023, des chiffres annuels à relativiser	France
19/01/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
19/01/2024	Zone euro – Scénario 2024-2025 : atterrissage doux sur une croissance molle	Zone euro
18/01/2024	Le Critical Raw Materials Act : quand l'Europe des métaux forge son désir d'indépendance	Mines & métaux
17/01/2024	Italie – Scénario 2024-2025 : normalisation et turbulences	Italie
17/01/2024	Pologne – Une cohabitation très laborieuse	PECO
16/01/2024	France – Scénario 2024-2025 : l'économie redémarre grâce à la dissipation des chocs	France
16/01/2024	Royaume-Uni – Scénario 2024-2025 : une reprise fragile plus tard cette année	Royaume-Uni
15/01/2024	France – Nette hausse des défaillances d'entreprises en 2023, faut-il s'inquiéter ?	France
12/01/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
10/01/2024	Vidéo – Point économique de l'année 2023 et perspectives 2024 avec Isabelle Job-Bazille	Monde
29/12/2023	Égypte – Des menaces sur ses quatre principales rentes	Moyen-Orient - Afrique du Nord
27/12/2023	Royaume-Uni – L'inflation surprend de nouveau à la baisse	Royaume-Uni
22/12/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Christine Chabenet

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les **Études Économiques** et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.